



A bas la politique d'austérité du gouvernement programmée par la loi des Finances contre le prolétariat et la jeunesse !
A bas la répression ! Pour le droit de s'exprimer et de manifester ! Pas touche au droit de grève !

Le 2 janvier, la loi des Finances pour l'année 2018, adoptée d'abord en conseil des ministres en octobre puis par l'Assemblée nationale (APN) le 26 novembre, et enfin signée par Bouteflika, a été publiée au Journal officiel. Elle rentre en application immédiatement. Elle consacre la réduction des déficits budgétaires, avec pour conséquence la réduction de la dépense publique, alors que la chute des prix du pétrole en diminution, la corruption et la gabegie des couches dirigeantes réduisent de manière dramatique les ressources financières du pays.

Après la loi des finances 2017, celle adoptée pour 2018 aura pour effet d'aggraver encore davantage les conditions de vie de la population, d'aggraver le chômage et la misère.

La loi des Finances s'attaque frontalement aux conditions d'existence des travailleurs et des jeunes

Les travailleurs, chômeurs, jeunes sont les premiers à faire les frais des dispositions de cette nouvelle loi des Finances qui prévoit notamment :

- la hausse des carburants, qui entraînera de manière mécanique l'augmentation des prix de transport et donc encore une fois celui des marchandises,
- l'augmentation des taxes foncières,
- la hausse des taxes sur les produits importés et l'interdiction d'importer pas moins de 900 produits, parmi lesquels des produits alimentaires, alors que le gouvernement est incapable d'organiser la production qui puisse répondre aux besoins de la population.

Déjà , la hausse de la TVA de 17 à 19 % avait été adoptée lors de la loi de finance 2017 entraînant une augmentation des prix des marchandises et des produits de consommation courantes et de première nécessité

La loi des Finances programme une aggravation des conditions de vie des masses populaires à laquelle s'ajoutent l'abandon de projets d'équipement, les attaques contre ce qu'il reste des acquis sociaux. Et la liste s'allonge ; en voici quelques exemples :

- gel des recrutements dans la Fonction publique, gel des salaires, non-remplacement des départs en retraite,
- réforme des retraites, qui remet en cause le droit à la retraite anticipée,
- projet de loi sanitaire, qui rend en particulier obligatoire un service civil de trois ans, une disposition contre laquelle les médecins-résidents et les étudiants en médecine sont actuellement mobilisés,

- projet de réforme du Code du travail, dont le seul but est de faire « baisser le coût du travail », d'en finir avec les CDI, de « garantir plus de flexibilité » aux patrons. L'ancien ministre du Travail, Benmeradi, n'affirmait-il pas que « *le gouvernement a pris un certain nombre de mesures en réponse aux doléances du patronat relatives à l'assouplissement des procédures de recrutement* » et que « *le futur Code prévoit d'offrir la possibilité aux deux parties [employeur et employé] de convenir de la durée du contrat de travail afin de garantir plus de flexibilité lors de la conclusion des contrats* » ?

Et pendant que le gouvernement affame et étrangle les travailleurs, les chômeurs et les jeunes, le timide projet d'impôt sur la fortune est abandonné sous prétexte de ne pas pénaliser les investissements ! En fait, pour ne pas toucher, ne serait-ce que de façon symbolique, aux capitalistes et aux spéculateurs.

Comment combattre les mesures d'austérité ?

Dans cette situation, des manifestations ont éclaté dans plusieurs villes, en Kabylie mais aussi jusques dans les banlieues d'Alger contre la loi des finances et ses conséquences immédiates. Certaines ont donné lieu à une répression féroce. Des grèves se développent dans de nombreux secteurs, chez les médecins-résidents, dans les lycées, les universités...

Personne ne doute de la volonté des travailleurs et des jeunes de combattre cette politique malgré les intimidations et les obstacles. Comme dans notre pays, la classe ouvrière et la jeunesse tunisiennes, également mobilisées contre la loi des Finances et ses conséquences immédiates en font la démonstration par leur mobilisation contre le gouvernement Chahed malgré l'état d'urgence toujours en vigueur dans le pays.

Les récentes manifestations des médecins-résidents à Alger, Constantine ou Oran, entre autres, l'ont montré. Malgré la répression, leur grève et leur manifestation dans les grandes villes du pays se renforcent. D'autres corporations, comme les enseignants chercheurs hospitalo-universitaires cherchent à se joindre à leur mouvement. Les grèves se multiplient partout dans le pays, dans tous les domaines. Mais cela suffira-t-il ?

Mais comment vaincre ce gouvernement ?

Alors que le gouvernement, par la voix de la ministre de l'éducation nationale étudie la possibilité d'interdire les grèves, faut-il demander au gouvernement, comme certains, « d'ouvrir un dialogue sérieux » (L Hanoune), « d'ouvrir des négociations avec tous les partenaires sociaux » (FFS) ? Le « dialogue », c'est ce que n'arrête pas de déclamer aujourd'hui le ministre de la santé Hasbelloui pour mieux ligoter les médecins-résidents ! Pendant que Benghabrit, sa collègue de l'Éducation nationale, envisage de proposer un projet de loi interdisant la grève dans les établissements scolaires...

Faut-il s'adresser au pouvoir pour qu'il annule les mesures d'austérité qu'il a lui-même décidées et qu'il entend mettre en œuvre pour préserver les privilèges d'une classe de capitalistes, de rentiers et de spéculateurs, alors qu'il manie la matraque pour interdire toute manifestation, toute expression des revendications de la classe ouvrière, de la jeunesse comme les médecins-résidents, les fonctionnaires, les enseignants ou les étudiants en ont fait l'expérience ?

Au contraire, aucun « dialogue » avec le pouvoir assassin ! Le premier pas, c'est de rompre clairement avec ce pouvoir et d'exiger le droit à la liberté de manifester et de s'exprimer ! Pas touche au droit de grève !

Il faut imposer aux directions syndicales de rompre leur concertation ou leur collaboration avec le gouvernement, il faut leur imposer d'appeler dans l'unité à ne pas accepter les mesures d'austérité et à les combattre

Or que font les directions des organisations syndicales ?

La direction de l'UGTA, non contente de collaborer chaque année aux Tripartites, qui ont pour unique but d'associer l'organisation syndicale à la politique et aux décisions du pouvoir (comme ce fut le cas de la dernière réunion Tripartite du 23 décembre à propos de la réforme des retraites, des projets de modification du Code du travail et du Partenariat public-privé), vient de concourir à une « tripartite bis » convoquée cette fois par le FLN, au siège de ce parti, avec le FCE (Forum des chefs d'entreprise) !

Le seul souci de la direction de l'UGTA est-il d'hésiter entre les différentes fractions du pouvoir à laquelle se soumettre en vue de la prochaine élection présidentielle de 2019 ?

De son côté, l'intersyndicale regroupant les syndicats autonomes (une quinzaine d'organisations) n'a de cesse de demander à participer à ces Tripartites, à réclamer davantage de « concertation », alors que le moindre rassemblement qu'elle convoque, y compris sur cette orientation plutôt « complaisante », ne donne lieu qu'à la répression policière. Et en réponse, que trouve-t-elle à dire : « *La répression dont on a fait l'objet [le 25 novembre] nous renseigne sur les intentions du gouvernement. Nous utiliserons tous les moyens pour nous faire entendre. Une grève générale simultanée et dans tous les secteurs est envisagée. On pense aussi, à saisir le président de la République concernant nos revendications sociales et les instances nationales et internationales des droits de l'homme pour ce qui est des atteintes à la liberté syndicale.* » Voilà ce que déclare en son nom le président du bureau national de l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (UNPEF). On nous tape dessus, mais on demande à discuter avec le « président de la République »... autrement dit, on tend l'autre joue !

Comment combattre alors ? Il faut imposer aux organisations syndicales (UGTA, syndicats autonomes) qu'elles cessent de « discuter » avec ce gouvernement qui nous méprise et nous matraque, il faut réaliser l'unité de tous les syndicats dans chaque secteur et appeler dans l'unité les enseignants, les fonctionnaires, les étudiants à combattre pour le retrait des plans d'austérité prévus dans la loi des Finances du gouvernement, pour la satisfaction des revendications.

Pour cela, il faut combattre dans les syndicats pour que les directions cessent leur discussion-collaboration. Il faut combattre pour que les directions syndicales UGTA et syndicats autonomes appellent dans l'unité à la mobilisation pour le droit de manifester, de s'exprimer, de s'organiser pour la satisfaction des revendications. Qu'elles préparent dans l'unité à la grève générale pour la satisfaction des revendications :

- **annulation de toutes les hausses prévues en particulier hausse du carburant,**
- **blocage des prix sur les produits de première nécessité (pain, produits alimentaires etc.) ;**

**- satisfaction des revendications des personnels hospitaliers! Non au service civique obligatoire pour les médecins résidents ! Titularisation des milliers de précaires de l'Education nationale,
-des retraites décentes avec le maintien de l'indexation de celles-ci sur le cout de la vie**

C'est sur cette orientation et pour mener ce combat qu'il est nécessaire de construire une avant-garde révolutionnaire combattant pour la construction d'un authentique parti ouvrier.

Le 10 janvier 2018

Prenez contact !